

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité Territoriale de Saône-et-Loire		Subdivision de Mâcon	
Nom de l'inspecteur : Gilles MANIGAND			
Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 27 mai 2013		Date de l'inspection : 18 juin 2013	
Type d'inspection : <div><input type="checkbox"/> approfondie ou <input checked="" type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> non inopinée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle</div>			
Motif de la planification : Vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure pris à la suite de l'inspection de 2012			
Société : Scierie GARMIER SA		A	
Commune: La Chapelle Sous Dun			
Activité : Travail et stockage du bois		Priorité : Autre	
Liste des installations inspectées : Ensemble du site Thèmes : Sécurité, bruit Référentiels de l'inspection : - Arrêté de mise en demeure n° 2012222-0007 du 09 août 2012 - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 95-2689-2-2 du 03 novembre 1995			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : - M. Pierre GARMIER, Président Directeur général - M. Marc GARMIER, Directeur général			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : – Les travaux d'aménagement pour limiter les nuisances sonores n'ont été que partiellement réalisés. – La sécurité liée au stockage de bois est insuffisamment assurée. Les prescriptions de l'arrête préfectoral de mise en demeure ne sont que partiellement respectées.			
Liste des documents établis suite à la visite : - Rapports d'inspection (fiche des constatations de visite et tableau des constats) - Lettre à l'exploitant - Propositions au Préfet			
Rédacteur A Mâcon, le 1 ^{er} juillet 2013 L'inspecteur de l'environnement <i>signé</i> Gilles MANIGAND	Vérificateur A Mâcon, le 02 juillet 2013 Le chef de Subdivision <i>signé</i> Nicolas GUERIN	Approbateur A Mâcon, le 05 juillet 2013 Le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire <i>signé</i> Patrice CHEMIN	

- Tableau de constats d'écart et de remarques pertinentes au regard de :**
- l'arrêté de mise en demeure n° 2012222-0007 du 09 août 2012
 - certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03 novembre 1995 autorisant la société GARMIER SA à exploiter une installation de stockage et travail du bois dans son établissement situé sur la commune de La Chapelle-Sous-Dun

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
Arrêté de mise en demeure n° 2012222-0007 du 09 août 2012			
Article 5-4 de l'arrêté d'autorisation	<p>Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées seront applicables.</p> <p>Les niveaux limites admissibles en limite de propriété sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les jours de semaine de 7 h à 6h : 60 dB (A) - les jours de semaine de 22 h à 6h : 50 dB (A) - les jours de semaine pour les périodes intermédiaires : 55 dB (A) - les dimanches et jours fériés : 50 dB (A) 	Observation	Le respect des niveaux sonores n'a pas été prouvé.
Article 5-5 de l'arrêté d'autorisation	L'atelier où se trouvent les sources de bruit sera fermé avant le 31 décembre 1995, à l'aide de panneaux bois de 40 mm.	Non conformité	L'atelier avait été clos avant la construction d'une extension qui, elle, n'a pas été totalement close. Depuis le dernier viste les travaux n'ont été que partiellement réalisés.
Article 7.2.3 de l'arrêté d'autorisation	<p><u>Entraînement du personnel</u></p> <p>Des exercices de lutte contre l'incendie seront effectués périodiquement , l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre.</p> <p>Au moins une fois par an, un exercice sera fait si possible en liaison avec le Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours(...).</p>	<p>Non conformité</p> <p>Absence de remarque</p>	<p>Un exercice est programmé le 12 juillet 2013 en présence d'un formateur extérieur.</p> <p>Un courrier demandant un exercice a été adressé. La réponse a été présentée.</p>
Article 9 de l'arrêté type concernant la rubrique 81 bis	L'installation électrique sera entretenue en bon état.	Absence de remarque	Le suivi des actions entreprises suite aux remarques formulées par le vérificateur des installations électriques a été amélioré depuis l'inspection précédente.

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
Article B.11 de l'arrêté type concernant la rubrique 81 bis	Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, tels que grillage, palissade, haie, etc., l'éloignement des piles de bois de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.	Non-conformité	L'éloignement des piles de bois de la limite de propriété a été réalisé durant l'inspection. Malgré l'installation d'une barrière, le stockage est encore incomplètement clos le long du chemin du Moulin.
Arrêté préfectoral du 03 novembre 1995			
2.1	Caractéristiques de l'établissement.	Remarque	Un courrier du 29 mai 2013 adressé à la Préfecture précise les évolutions au regard de la nomenclature.
3.2.3	Les eaux vannes et les eaux sanitaires sont collectées dans deux fosses septiques avant d'être traitées par épandage.	Absence de remarque	
3.3	<u>Protection du réseau d'eau public</u> L'exploitant installera avant le 1er avril 1996 un disconnecteur à zone de pression réduite, de manière à éviter toute pollution du réseau d'eau public par les eaux industrielles.	Absence de remarque	
5.6	Des mesures acoustiques pourront être effectuées à la demande motivée de l'inspecteur des Installations Classées.	Remarque	Aucune mesure de bruit n'a été faite depuis la délivrance de l'autorisation préfectorale.
6.4.1	L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Il est responsable du devenir des déchets jusqu'à leur élimination dans des conditions propres à sauvegarder les intérêts visés à l'article 6.1. Il doit donc s'assurer que l'installation traitant ou éliminant ses déchets est dûment autorisée à cette fin.	Absence de remarque	
7.2.1	<u>Protection de premier secours</u> L'établissement dispose d'une protection de premiers secours permettant à tout moment de lutter contre un sinistre en attendant les secours extérieurs.	Absence de remarque	

Article	Points vérifiés	Nature du constat ⁽¹⁾	Observations
7.2.4	<u>Equipement lutte incendie</u> L'établissement doit être doté d'équipements appropriés dont la nature et le nombre doivent être proportionnés aux risques présentés par les installations	Absence de remarque	
7.2.5	<u>Dispositifs et plan de lutte</u> (...) Ils comprendront au minimum : - un poteau incendie normalisé de 100 mm, situé à moins de 200 m des construction.	Conformité	Le débit du poteau incendie a été prouvé.
Remarque effectuée lors de la précédente inspection			
7.4.2.4	<u>Contrôle du matériel électrique</u> Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toutes modifications importantes, puis tous les ans par un vérificateur agréé.	Absence de remarque	Les travaux ont été réalisés.